

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 9 décembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le neuf décembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THIERRY, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, DANIEL, HERSANT, JORAND, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL.

Absents excusés :

Madame CHABANI
Madame CHALUPET
Madame NEVEU
Madame TREMOLLIÈRES

Absents :

Madame MONOT
Madame VAN ELSUE
Monsieur BOUFELLE
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame NEVEU à Monsieur GRILLAT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

2 décembre 2025

Nombre de conseillers :

En exercice	31
Présents	23
Pouvoirs	1
Votants	24

06-09-12-25 : PARTICIPATION EMPLOYEUR À LA PRÉVOYANCE SANTÉ



L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, prise en application de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique, redéfinit la participation des employeurs au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs personnels ainsi que les conditions d'adhésion ou de souscription de ces derniers.

En effet, à compter du 1^{er} janvier 2026, chaque employeur devra **obligatoirement** proposer au titre de la protection sociale complémentaire, une mutuelle santé à tout agent de la fonction publique territoriale, quel que soit son temps de travail, son statut (contractuels ou titulaires) et la taille de sa collectivité et **participer financièrement** aux paiements des cotisations de l'agent.

La collectivité a décidé de rejoindre la convention de participation proposée par le Centre de gestion de l'Eure et MUTAME afin de doter les agents d'une complémentaire santé dès le 1^{er} avril 2023 et pour une durée de 6 ans.

A noter que l'agent n'a pas l'obligation d'adhérer à la mutuelle proposée par l'employeur. Dans ce cas, ce dernier ne percevra pas de participation financière. Cette dernière ne sera versée qu'aux agents ayant un contrat avec la MUTAME.

Selon la réglementation en vigueur, le montant minimum de participation de l'employeur au 1^{er} janvier 2026 doit être fixé à au moins 15 euros mensuel bruts par mois, soit 50% du montant de référence défini à 30€. Cette participation ne peut en aucun cas être corrélée à la durée hebdomadaire de l'agent.

Actuellement, 12 agents sur 110 environ sont concernés par une participation employeur inférieure à 15 euros. De ce fait, il est nécessaire de modifier le barème de la participation employeur tel qu'il a été défini par la délibération du 13 septembre 2012, car le niveau de participation mensuel pour les tranches de cotisations de 0 à 60 euros, est inférieur aux 15 euros mensuels imposés.

La première cotisation, hors participation employeur, proposée par MUTAME pour un adhérent de moins de 35 ans (formule de base) s'élève à 31,35 €.

Dans ce cadre, la collectivité propose de fusionner les quatre premières tranches actuelles en une seule tranche de cotisation, comprise entre 30 € et 60 €, avec une participation employeur fixe de 15 €.

La collectivité souhaite maintenir les tranches de cotisation au-delà de cette nouvelle tranche inchangée. Ainsi, seules les quatre premières tranches sont concernées par cette modification.

La collectivité réaffirme son engagement en faveur de la protection sociale complémentaire (PSC), considérant qu'il s'agit d'un enjeu important tant pour les agents que pour la collectivité elle-même.

La participation financière à la PSC constitue un levier fort d'attractivité et de fidélisation des agents territoriaux. Elle permet également, pour les agents, une amélioration concrète de leur pouvoir d'achat, dans un contexte économique où la maîtrise des dépenses de santé est un enjeu majeur.



**Proposition de nouveau barème pour la participation employeur
 à la complémentaire Santé des agents**

Tranche de cotisations	30-60€	61-70€	71-80€	81-90€	91-100€	101-110€	111-120€
Participation	15€	16.25€	18.75€	21.25€	23.75€	26.25€	28.75€
Tranche de cotisations	121-130€	131-140€	141-150€	151-160€	161-170€	171-180€	181-190€
Participation	31.25€	33.75€	36.25€	38.75€	41.25€	43.75€	46.25€
Tranche de cotisations	191-200€	201-210€	211-220€	221-230€	231-240€	241-250€	251-260€
Participation	48.75€	51.25€	53.75€	56.25€	58.75€	61.25€	63.75€

Le Conseil Municipal,

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

VU la délibération du 13 septembre 2012 instaurant la participation financière de la ville d'Aubevoye en matière de protection sociale complémentaire des agents ;

VU l'avis favorable du comité social territorial en date du 3 Décembre 2025,

VU les crédits qui seront inscrits au chapitre 012 (Frais de personnels) du budget communal pour l'exercice 2026,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier le barème de la participation employeur,

Sur proposition du rapporteur

À l'unanimité

DÉCIDE de fixer le montant de la participation financière pour tous les agents en position d'activité et adhérents à la Convention de Participation MUTAME SANTE TERRITORIAL-CDG27-2023-2028 selon le tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2026 :



Tranche de cotisations	30-60€	61-70€	71-80€	81-90€	91-100€	101-110€	111-120€
Participation	15€	16.25€	18.75€	21.25€	23.75€	26.25€	28.75€
Tranche de cotisations	121-130€	131-140€	141-150€	151-160€	161-170€	171-180€	181-190€
Participation	31.25€	33.75€	36.25€	38.75€	41.25€	43.75€	46.25€
Tranche de cotisations	191-200€	201-210€	211-220€	221-230€	231-240€	241-250€	251-260€
Participation	48.75€	51.25€	53.75€	56.25€	58.75€	61.25€	63.75€

Il est précisé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.

DÉCIDE de verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la Commune, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci (ou celui-ci), travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

Fait à Le Val d'Hazey, le 09 décembre 2025

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
 ✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Téléréours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le Maire,



Philippe COLLAS

